

Hommage aux militants de la CGT du Cher, victimes du nazisme

1^{er} mai 2009

Comme chaque année lors de la manifestation du 1er mai, nous rendons hommage à nos camarades militants de la CGT victimes de la répression nazie et de la police de Vichy pour leur activité patriotique et de défense des travailleurs.

Bon nombre de ces militants étaient parmi les principaux dirigeants de l'Union départementale CGT comme Albert KAISER et de Roger RIVET, Secrétaires exclus de l'Union départementale en 1939, arrêtés et morts en déportation respectivement en 1942 et 1943, . comme Louis BUVAT, militant des Établissements Militaires et membre du Bureau de l'Union départementale, arrêté en 1941 comme Joseph GERMAIN, militant à la fonderie de Mazières, qui vont périr de la même manière en 1943...

D'autres, tout aussi courageux, tels Roger THEBAULT, Justin DROUIN, Isidore THIAIS des Établissements Militaires ou Marcel PERRIN, militant Vierzonnais, seront arrêtés en 1941 et déportés en Allemagne l'année suivante.

Auparavant, tous ces militants et d'autres comme Marcel CHERRIER, exclu lui aussi du Bureau de l'Union départementale en 1939, ou GIRAUDON vont s'illustrer dans la clandestinité : actions de propagande revendicative, organisation de groupes armés (Organisation Spéciale puis Francs Tireurs et Partisans) mais aussi plus tard : luttes et grèves à l'initiative des Comités Populaires d'entreprises dès l'hiver 1940-1941 à Bourges (Schnoller, SNAC) puis à Vierzon, le 1er Mai 1942, à la SNIAS et encore dans les usines vierzonnaises les 11 novembre 1942 et 1943.

Citons encore Louis AUBOUET, métallurgiste de Saint-Florent et Jean SARSAT, cheminot qui, sous l'impulsion du parisien Jean ANDROS, reconstituèrent l'Union départementale CGT clandestine. Celle-ci lancera quelques mois plus tard, en juin 1944, l'appel à la grève et l'insurrection qui appuiera l'œuvre du Comité Départemental de Libération présidé par Marcel CHERRIER.

Parmi ces camarades qui organisent l'activité revendicative dans les entreprises il y avait Lucien PETIT qui deviendra par la suite secrétaire général de l'Union locale CGT de Bourges.

Ni les arrestations des militants, ni les déportations et fusillades n'entamèrent la détermination de tous ceux dont l'Histoire n'a pas retenu les noms. Cette action patriotique des travailleurs et de la CGT fut reconnue : Louis SAILLANT, militant CGT, présidera le Conseil National de la Résistance qui mettra en œuvre la Sécurité Sociale, les Comités d'entreprise et nationalisera les grands secteurs de l'économie comme les usines Renault, le gaz et l'électricité.

Comme à plusieurs reprises dans le passé, les classes possédantes avaient collaboré, illustrant le propos d'avant-guerre : « plutôt Hitler que le Front Populaire ».

Aujourd'hui le combat contre le fascisme continue.

Le parti fasciste d'aujourd'hui qu'est le Front National reste un danger pour les libertés et le monde du travail. La CGT, par son travail d'explication en tant qu'organisation syndicale contribue à lutter contre les idées d'extrêmes droites, racistes et xénophobes.

Cependant, la CGT est préoccupée par la reprise et la banalisation de ces thèses dans d'autres discours politiques. C'est le cas notamment du Président de la République Nicolas SARKOZY qui s'inspire largement des idées d'extrême droite. C'est ainsi qu'il n'a pas hésité à rejeter sur les africains eux-mêmes la responsabilité de la misère dans laquelle se trouvent la plupart des populations d'Afrique. C'est ainsi qu'il met un point d'honneur à battre les records de reconduite aux frontières des immigrés sans papiers. S'inspirant des anciennes lois de Vichy, ne fait-il pas préparer un projet de loi visant à criminaliser les citoyens français qui aident les travailleurs sans papiers.

SARKOZY et son gouvernement sont totalement acquis aux visions ultra libérales de la société et de l'économie dont les salariés et leurs libertés sont les victimes. Les positions et les ambitions du MEDEF s'en trouvent grandement renforcées.

C'est cette politique qui donne le droit au grand patronat d'empocher des dividendes et autres parachutes dorés qui est responsable de la crise économique.

Alors qu'il prétendait récemment que les caisses de l'Etat étaient vides après avoir mis en place le bouclier fiscal au profit des familles les plus riches, il trouve maintenant des sommes colossales pour donner encore plus au patronat.

De nouvelles attaques de grande ampleur sont en préparation contre les acquis sociaux notamment ceux de la Libération : pouvoir d'achat, emploi, 35 h, universités, retraite, Constitution, stock-options, heures supplémentaires, carte judiciaire, fiscalité, protection sociale et système de santé, « flexisécurité », traité européen,...

Il faut donc RESISTER en étant plus SOLIDAIRES.

Dans la France d'aujourd'hui, il est urgent d'appliquer une politique qui s'affirme clairement antilibérale car le libéralisme qui met en concurrence les salariés, prône la guerre économique. Des millions de gens sont broyés dans notre pays de la même manière que sur la planète. Non le patronat, qui pour la grande majorité a collaboré avec l'occupant NAZI n'a toujours pas digéré l'application de ce programme toujours aussi moderne.

Patronat et gouvernement s'entendent pour criminaliser l'activité syndicale. Alors que des milliers de salariés sont jetés à la rue, dans les milieux bien pensant de la haute bourgeoisie et de certains éditorialistes à leur service, on ne craint pas de s'offusquer de soi disant violences faites à certains dirigeants responsables de plans de licenciement. Les voyous, ce sont les responsables de la crise qui s'obstinent à vouloir s'en mettre encore plus dans les poches.

En tant que syndicat agissant pour la conquête du progrès social en France, en Europe et partout dans le monde, dans une démarche indépendante vis-à-vis des gouvernements, des partis politiques et du patronat, la CGT est résolument opposée à toute restriction des libertés syndicales et du droit constitutionnel de grève.

A l'évidence, une large majorité de citoyens aspire à de profonds changements dans l'orientation de la politique économique et sociale du pays.

Dans les domaines de l'emploi, du pouvoir d'achat, des conditions de travail, des droits à la retraite comme pour l'accès aux droits fondamentaux en matière de santé, de logement, de transport, d'énergie, d'éducation, de culture... des réformes visant le plein emploi, le progrès social et la démocratie sociale sont nécessaires et possibles.

Pendant que les revenus du capital s'arrogent 10 % de plus chaque année, 5 à 6 millions de gens vivent en dessous du seuil de pauvreté. Il faut augmenter de façon substantielle les salaires, notamment en portant le SMIC à 1600 euros.

Il faut combattre la misère et non pas faire la guerre aux pauvres. Il faut combattre la précarité et non pas l'institutionnaliser. Il faut ouvrir une perspective pour les jeunes exclus et déshérités.

Ce n'est pas en allongeant les années de cotisations et en réduisant le taux des pensions que l'on va sauver les retraites mais en mettant à contribution les dividendes empochés par les actionnaires.

Dans la situation d'aujourd'hui, le syndicalisme reste la force de terrain susceptible de rassembler les salariés, retraités et chômeurs pour exiger un véritable progrès social dans une société de liberté, d'égalité des droits, de solidarité et de fraternité.

La France bouge et le monde aussi. Nous vivons une époque de montée de la mobilisation et de l'élévation du niveau de conscience. Le système capitaliste est de plus en plus contesté et considéré comme responsable de problèmes sociaux.

La forte mobilisation du 29 janvier et du 19 mars sont d'historiques non seulement par le niveau de la mobilisation inégalé depuis des décennies mais par un **renforcement sans précédant de l'unité d'action syndicale**. Cette unité n'est pas seulement l'addition des sigles pour appeler à faire grève et à manifester mais s'appuie sur **une plate forme revendicative commune** dont le contenu heurte de front les grands principes du système capitaliste.

La CGT est apparue aux yeux de milliers de jeunes comme l'organisation sur laquelle ils pouvaient compter pour els aider tout en respectant leur indépendance. Dans de nombreux cas, ce sont des jeunes qui constituent les nouveaux syndicats CGT dans le Cher et ailleurs.

Les luttes qui s'amplifient en France rencontre un écho grandissant dans les autres pays d'Europe où d'autres luttes se développent. Face à l'Europe du capitalisme, l'Europe des travailleurs s'organisent. Des solidarités se concrétisent à l'image des salariés français de continental qui vont en Allemagne manifester avec leurs collègues allemands contre le patron commun.

En Amérique du Sud, des peuples s'affranchissent de la domination américaine. Cuba n'est plus seul, le Venezuela, la Bolivie, le Brésil, le Chili, l'Argentine, le Paraguay, l'Équateur s'unissent et travaillent à construire de nouvelles coopérations pour s'affranchir de la domination de l'impérialisme américain. Le Peuple d'Afrique du Sud vient de confirmer dans les urnes sa volonté de poursuivre dans la voie ouverte par la victoire sur l'Apartheid mais ce qui s'est exprimé dans ce vote, c'est la désir de voir s'appliquer une politique résolument plus

sociale, une lutte plus ferme contre la pauvreté que connaît encore l'immense majorité de la population Noire.

Tous ces évènements sont des motifs d'espoir qu'il faut avoir à l'esprit pour nous battre là où nous vivons, là où nous travaillons.

Non, la France n'est pas un peuple d'esclaves et c'est souvent dans les périodes les plus difficiles que nous avons su relever la tête.

L'expérience de la Résistance qui a donné naissance à un programme particulièrement novateur, révolutionnaire même en est une preuve. Aujourd'hui, ne vivons nous pas une époque qui a bien des égards est similaire ? Nous prenons des coups certes, mais en même temps le mouvement social se construit. Il faut prendre conscience que nous affrontons un système capitaliste confronté à une crise structurelle. L'enjeu n'est pas seulement de garder nos acquis sociaux, l'enjeu est de bâtir un projet de société économiquement et socialement totalement inédit. Beaucoup d'entre nous s'impatientent mais nous devons comprendre que nous sommes engagés dans un mouvement de longue haleine.

Si nous faisons référence aux luttes exemplaires et victorieuses de la Guadeloupe, ce n'est pas 2 millions de personnes dans la rue qui suffiront à faire reculer patronat et gouvernement. C'est plus de 10 millions de salariés qui doivent entrer en action.

Aujourd'hui nous allons vivre un premier mai historique mais il ne sera qu'une étape parmi de nombreuses mobilisations qu'il faudra organiser non seulement dans la période qui vient mais encore à la rentrée et plus tard peut-être.

Descendre dans la rue, même encore plus nombreux ne suffit pas, il faut encrer chaque temps fort dans l'entreprise. Pas un seul patron ne doit rester tranquille dans son bureau pendant que nous débrayons pour aller à la manifestation.

En effet, les causes de la crise sont dans les choix de gestion des entreprises. Nous en sortirons en imposant à nos patrons d'autres choix de gestion et pas seulement par un changement de politique gouvernementale.

La crise c'est eux, la solution c'est nous tous !

Merci à toutes et à tous et maintenant, allons manifester.